



**PRÉFÈTE  
DES DEUX-SÈVRES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Départementale des Territoires  
Mission Cohésion des Territoires**

**Affaire suivie par : Thierry CORNUS**

Tél. : 05.49.06.88.94

Adresse mail : [thierry.cornus@deux-sevres.gouv.fr](mailto:thierry.cornus@deux-sevres.gouv.fr)

Niort, le 20 juillet 2022

Le directeur départemental

à la

Responsable du pôle environnement  
préfecture des Deux-Sèvres

**Objet : Unitri – création d'un centre de tri des déchets recyclages à Mauléon (*annule et remplace l'avis du 12 juillet 2022*)**

**Réf : numéro d'AIOT 0100002311 – demande d'avis du 28 juin**

La SPL Unitri a remis le 27 juin les compléments demandés par madame la préfète. Le 28 juin, vous avez sollicité l'avis de la DDT des Deux-Sèvres sur le dossier mentionné en objet. Après examen de celui-ci, vous trouverez ci-après les observations de la DDT, sur les thématiques relevant de son champ de compétences.

Concernant l'évitement et le choix du site, les éléments complémentaires apparaissent satisfaisants, sans pour autant être exhaustifs. A titre d'exemple, les incidences du projet sur les continuités écologiques et les corridors de biodiversité pourraient utilement être développés dans les tableaux d'analyse joints au dossier.

Concernant l'impact sur les haies, en compensation des 248 m de haies qui seront détruits par le projet, dont notamment 149 m de haies arbustives hautes au centre du site, une mesure compensatoire conduira à la création de 386 m autour du site Unitri.

Afin de garantir une compensation à un niveau équivalent, des mesures complémentaires, *a priori* simples à mettre en œuvre, peuvent être envisagées sur des haies éloignées du site, et garantir ainsi une fonctionnalité équivalente pour la biodiversité du secteur.

Il apparaît également souhaitable d'indiquer si des linéaires complémentaires seront protégés au PLUi pour renforcer/préserver d'autres réseaux de maillage de haies sur des secteurs éloignés.

Concernant l'impact sur les espèces protégées, le dossier comporte désormais une demande de dérogation. Il apparaît néanmoins nécessaire de préciser si les éléments contenus dans cette demande de dérogation sont susceptibles de générer des évolutions du PLUi de la CA2B : protection de haies complémentaires, renforcement du statut de protection des zones humides, réduction des possibilités de construire sur la zone, etc.

Concernant l'impact sur les zones humides et les mesures compensatoires, le pétitionnaire s'engage à convertir une prairie en prairie permanente de 1,47 hectares en procédant à la suppression du drainage et à l'étrépage du sol avec un nouvel ensemencement.

La mesure est décrite dans le chapitre 5-1-3-4-3 de l'étude d'impact et est précisée par les annexes n°14 (projet de bail rural à clauses environnementales – BRCE - d'une durée de 10 ans reconductible) et n°15 (engagement de la Communauté d'agglomération du Choletais à identifier des mesures de protection dans le cadre du PLUi).

La parcelle envisagée, cadastrée section AW n°264, d'une superficie totale de 3,02 ha, est présentée comme propriété de la SPL Unitri dans l'étude d'impact et l'annexe n°14.

Une des conditions de réussite, rappelée par l'article L.163-1 du code de l'environnement, consiste notamment à pérenniser cette disposition tant que l'impact demeure.

En conséquence, il conviendra de prescrire, dans le cadre de l'arrêté d'autorisation environnementale, la nécessité de renouvellement du BRCE, par exemple un an avant chaque échéance.

De plus, la zone reste constructible au PLU de la Tessoualle.

Afin de garantir la réduction effective des impacts du projet et une compensation satisfaisante du projet dans les documents d'urbanisme, il est attendu que la zone humide :

- soit tout d'abord identifiée au PLU au titre du L.151-23 du code de l'urbanisme (ainsi que dans l'OAP),
- puis, dans un second temps, soit incluse dans un zonage protecteur de type naturel ou agricole protégé (N ou Ap) au futur PLUi de la CC du Choletais.

D'une manière générale, il conviendra de s'assurer de la présence de dispositions suffisamment prescriptives dans le règlement et les OAP des PLU(i) de la Tessoualle et du bocage bressuirais afin de garantir la prise en compte de ces enjeux.

Par ailleurs, la superficie de l'étrépage envisagé devra être précisée. Cette superficie sera déterminée au regard des niveaux piézométriques qui seront réalisés à l'état initial fait dans le cadre des mesures de suivi proposés par l'étude d'impact.

Il conviendra de préciser ce point, une fois l'état initial réalisé.

Concernant la complétude du dossier de demande, la loi « Climat et Résilience » a récemment inscrit dans l'article L.300-1-1 du CU, l'obligation pour toute action ou opération d'aménagement soumise à évaluation environnementale de faire l'objet « d'une étude de faisabilité sur le potentiel de développement en énergies renouvelables de la zone, en particulier sur l'opportunité de la création ou du raccordement à un réseau de chaleur ou de froid ayant recours aux énergies renouvelables et de récupération ».

Le dossier devra être complété en ce sens.

Le Directeur départemental,

La Directrice Départementale  
adjointe

Elisabeth BICET-BREDIF



